



“Les Européens méconnaissent leurs intérêts, alors que les Américains ont une vraie politique de défense des leurs, enrobée par des valeurs et des messages de morale. Les Européens se montrent plus naïfs.”

Géopolitique

Pascal Boniface : “L'autonomie stratégique européenne est en état de mort cérébrale”

Pour le directeur de l'Iris, la guerre en Ukraine vient accélérer les plans américains en Europe tout en gênant ceux de la Chine

Pendant la guerre en Ukraine, le “grand jeu” géopolitique entre les grandes puissances continue. C'est l'analyse froide et lucide à laquelle invite Pascal Boniface, le directeur de l'Iris (Institut des relations internationales et stratégiques) en plein cœur de la confrontation militaire. Si à coup sûr, la Russie sortira de la guerre plus faible qu'elle n'y est rentrée, le conflit donne un coup d'accélérateur aux plans américains, estime le géopolitologue, qui va jusqu'à voir dans le projet d'une adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne un “cheval de Troie” américain. Et l'expert de s'alarmer sur cette perte d'autonomie stratégique européenne tombée “en état de mort cérébrale”. Quant à la Chine, l'autre grand protagoniste des relations

internationales, le conflit ukrainien est “une très mauvaise opération”, principalement parce qu'en renchérissant les prix de l'énergie et des produits alimentaires, il affaiblit les perspectives de croissance sur laquelle le régime de Pékin fonde sa légitimité. Face à toutes ces réalités géostratégiques, Pascal Boniface, adepte de la realpolitik, invite les Européens qui se montrent en général “trop naïfs” à défendre leurs intérêts propres dans une démarche qui n'est pas pour autant “nécessairement immorale”.

“Comprendre le monde – Les relations internationales pour tous”, éditions Armand Colin

“La géopolitique”, éditions Eyrolles

carte blanche pour développer comme il l'entend ses propres travaux. Pour ma part, je ne veux pas me résumer au fait d'être occidental et interpréter les évolutions du monde à partir de ce seul point de vue. Il est essentiel de réaliser que les Occidentaux n'ont plus le monopole de la pensée et de la puissance, et qu'ils ne peuvent plus dicter l'agenda au reste du monde. Partant, il est important de prendre

en compte les opinions non-occidentales – pas forcément, comme le disent certains, pour les accepter ou être dans la culpabilité et la repentance, même s'il vaut mieux avoir conscience que lorsque l'on met en avant nos valeurs universelles, le reste du monde nous reproche de les appliquer avec géométrie variable. Ma conviction est que les Occidentaux ne doivent pas diriger le monde et qu'ils doivent prendre le monde dans sa diversité, tout simplement par réalisme. Car chercher à imposer son point de vue par la force – comme on l'a fait en Irak, en Libye et même au Mali – conduit à l'échec.

Ma conviction est que les Occidentaux ne doivent pas diriger le monde et qu'ils doivent prendre le monde dans sa diversité, tout simplement par réalisme. Car chercher à imposer son point de vue par la force – comme on l'a fait en Irak, en Libye et même au Mali – conduit à l'échec

L'Occident a dominé le monde pendant cinq siècles à partir du XV^e siècle et il a pris l'habitude de confondre communauté occidentale et communauté internationale. On le voit bien avec les sanctions prises à l'encontre de la Russie. On dit que ce sont des sanctions “internationales” et non ce sont des sanctions “occidentales”. Aucun pays africain, latino-américain ou asiatique, à part nos alliés traditionnels – Corée du sud, Taïwan, Japon, Nouvelle-Zélande, Australie –, n'ont pris des sanctions. Beaucoup trop de responsables, intellectuels ou journalistes ne pensent que d'un point de vue occidental sans prendre en compte le reste du monde. D'où une pensée hémiploïque, non globale. Il importe de prendre en considération le point de vue des autres pour mieux les comprendre

ce qui permet, j'en suis persuadé, de mieux défendre nos propres intérêts, loin de la vision erronée du choc des civilisations. Le grand danger est de se retrouver un jour prochain avec un Occident faisant face au reste du monde. Or la guerre en Ukraine pourrait accélérer ce processus, comme on l'a vu plus haut avec le refus d'un grand nombre de pays du monde non occidental de suivre aveuglément l'Occident dans sa politique de sanctions. Ceci marque de leur part, au-delà des cas particuliers, une volonté d'affirmation de leurs propres intérêts. Qui plus est, ces pays gardent en mémoire que les Occidentaux ont aussi recouru à la guerre sans avoir à subir de sanctions, contrairement à la Russie. Ainsi lorsque les États-Unis ont recouru à la guerre contre l'Irak, ils ont commis une violation du droit international aussi grave que la Russie à l'époque. Et non seulement ils n'ont pas été sanctionnés, mais c'est eux qui voulaient sanctionner les pays qui n'étaient pas d'accord avec eux.

La géopolitique a été prise en défaut de mauvaise anticipation de l'attaque russe en Ukraine. Quelles leçons en tirez-vous pour les experts ?

Nous avons eu tort de penser que Vladimir Poutine ne ferait pas la guerre, mais nous avions raison de penser que ce n'était pas son intérêt de la faire. Celui qui a fait une mauvaise évaluation du rapport de forces, c'est Poutine, puisqu'il pensait gagner la guerre facilement ! La surprise stratégique est que contrairement à ce qu'il a fait depuis son arrivée au pouvoir en 1999, il n'a pas agi cette fois-ci pour promouvoir l'intérêt national russe, puisque la Russie sortira plus faible de la guerre qu'elle n'y est rentrée. Notre erreur, à tous ceux qui pensaient que la guerre n'était pas possible – et Zelenski lui-même disait qu'il ne croyait pas à la guerre – est de s'être basé

SANS FILTRE,
INTERVIEW MENÉE PAR PHILIPPE PLASSART

Vous revendiquez dans vos analyses un point de vue “non occidentaliste”. Que cela signifie-t-il ?

C'est en effet ma démarche, sachant que l'Iris n'a pas de point de vue officiel, chacun des chercheurs de l'Institut ayant

Interview

sur l'attitude traditionnelle de Poutine par rapport à la défense des intérêts russes. Or Poutine va vers une défaite dont l'ampleur sera variable, mais dans tous les cas elle ne renforcera pas le statut international de la Russie, ce qui avait été jusque-là le but constant du Kremlin.

Dans quel récit s'inscrit le bellicisme de la Russie ? Et jusqu'où peut-il mener ?

À la base, il y a la perception que l'Ukraine fait partie de la zone russe, Poutine croyant de façon émotionnelle au fait que la Russie et l'Ukraine sont indissolublement liées. Or il a pensé que l'Ukraine allait lui échapper au fur et à mesure des évolutions et il a cru voir une fenêtre d'opportunité qui allait se reformer : s'il n'agissait pas maintenant, il perdrait définitivement l'Ukraine. C'est là où il s'est lourdement trompé car d'ores et déjà, il est sûr d'avoir perdu définitivement l'Ukraine tant il a ravivé le sentiment national ukrainien, d'abord avec l'annexion de la Crimée en 2014 puis aujourd'hui par la guerre. En appelant à la lutte contre les nazis, il a voulu jouer sur un discours légitimant pour sa propre opinion, mais dont il ne pouvait pas ne pas savoir qu'il ne serait légitimant ni pour les Ukrainiens, ni pour les Occidentaux et le reste du monde.

Certes, il y a certainement des néo-nazis en Ukraine, mais ils n'étaient évidemment pas au pouvoir à Kiev en février 2022. L'argument des néo-nazis était trop grossier pour convaincre au-delà de certains cercles de l'opinion russe. Résultat : Poutine est aujourd'hui plus ou moins dans une impasse. Il ne pourra pas aller jusqu'à Kiev, mais il peut toutefois obtenir un avantage territorial dans le Donbass. L'impasse est aussi du côté de Zelenski. Il dit qu'il se battra jusqu'à la victoire mais que cela signifie-t-il, tant on voit mal la capacité qu'il a de reconquérir les territoires perdus ?

D'où vient la difficulté de réfléchir aux causes de cette guerre ?

Elle tient au fait que l'on peut donner le sentiment ce faisant que l'on cherche à excuser Poutine. Ce n'est pas de cela dont il est question. Si on fait des erreurs, mieux vaut réfléchir à ces erreurs pour ne pas en commettre de nouvelles. Or la réalité est que nous avons commis des erreurs à l'égard de la Russie. L'élargissement de l'Otan a été une erreur stratégique majeure – Mitterrand dès 1991 disait qu'il ne fallait pas élargir l'Otan pour ne pas crispier la Russie ; Georges Kenan, l'inventeur de la politique de l'endiguement, a dit aussi que cet élargissement était une erreur majeure. À partir de là, on est entré dans un cercle vicieux de l'escalade : à l'élargissement de l'Otan a répondu une crispation russe, et à cette crispation un nouveau renforcement de l'Otan, puis une nouvelle crispation russe, etc. La deuxième erreur a été le déploiement d'un système anti-missile qui a été vu côté russe comme une remise en cause de la parité. Enfin, il y a eu la guerre du Kosovo qui a contredit l'idée que l'Otan était une alliance défensive. Disant tout cela, cherche-t-on des excuses à Poutine ? Je ne le crois pas. Je ne suis pas pro-Poutine, mais j'écoute Gorbatchev quand il affirme qu'il a été trahi par un Occident qui a considéré la Russie comme une puissance vaincue de la guerre froide. L'accumulation des erreurs a produit un Poutine agressif qui ne l'était pas à ce point lorsqu'il est arrivé au pouvoir en 1999. Cela étant dit, rien n'excuse la guerre d'agression de la Russie à l'égard de l'Ukraine, ni ses crimes de guerre

Les Américains ont repris spectaculairement pied en Europe à l'occasion de cette guerre. Comment interprétez-vous ce retour ?

Pour les Américains, l'Otan est une façon d'exercer une influence en Europe. En novembre 2019, Emmanuel Macron dit que l'Otan est "en état de mort cérébrale". Aujourd'hui, c'est l'autonomie stratégique européenne qui est en mort cérébrale. L'Otan n'a jamais été aussi forte qu'aujourd'hui. Tout le monde demande aux Américains de rester en Europe et d'augmenter leur présence, passant de 40 000 à 100 000 soldats. Tous les pays européens vont augmenter leurs dépenses militaires, pas pour bâtir une industrie de la défense mais pour acheter des équipements militaires américains ; si bien que l'on va stimuler à nouveau le complexe militaro-industriel américain. À cette dépendance militaire, nous allons ajouter une dépendance énergétique puisque pour ne plus être dépendants de la Russie, nous allons acheter du gaz et du pétrole beaucoup plus cher aux États-Unis, ce qui va impacter la compétitivité économique des Européens qui est déjà faible. Enfin, deux pays neutres, la Suède et la Finlande, rejoignent l'Otan au point de passer sous les fourches caudines de la Turquie à propos de la question kurde. L'Otan n'est plus en état de mort cérébrale, elle a ressuscité et celui qui l'a ressuscité, c'est Poutine.

Désormais, les Européens sont persuadés que seuls les Américains peuvent les protéger contre une menace russe. C'est un triomphe pour les États-Unis, à tel point que l'on a oublié la débâcle de Kaboul. Après le 15 août 2021, la crédibilité stratégique américaine était totalement remise en question. Aujourd'hui, ceux-là mêmes qui avaient été mis devant le fait accompli supplient les Américains de rester et de muscler le dispositif. Ce n'est pas tout : certains Américains considèrent que la guerre en Ukraine donne l'occasion d'affaiblir définitivement la Russie, comme après l'implosion de l'Union soviétique. L'intérêt des Américains est aussi et surtout d'embaucher les Européens dans leur grande croisade contre... la Chine. La guerre en Ukraine vient faciliter les plans américains en Europe – et donc gêner les plans chinois. Elle a eu pour effet de reconsolidier l'alliance atlantique qui joue en faveur de l'imperium américain en Europe et a redonné de la crédibilité du plan de Biden "tous contre la Chine".

Comment s'inscrit dans ce cadre le projet d'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne ?

C'est une démarche tout à fait prématurée. En actant ce projet, l'Union européenne a réagi à l'émotion. Cette perspective d'adhésion a été tracée parce que l'Ukraine est un pays martyr. L'Ukraine est un pays extrêmement corrompu qui n'a pas le niveau de compétitivité suffisant pour entrer dans l'Union européenne. Or si l'Ukraine rentre dans l'Union, ce serait un cheval de Troie américain, qui pensera toujours que l'Union est intéressante pour ses crédits, mais pas pour la stratégie. Cette adhésion viendra en outre porter un coup très dur à notre politique agricole commune – et par voie de conséquence à nos agriculteurs. On a déjà fait par le passé un élargissement trop rapide sans penser à nos intérêts de long terme, et l'Ukraine et ses quarante millions d'habitants seraient un plus gros morceau à avaler encore. L'émotion vis-à-vis de l'Ukraine et des Ukrainiens est là, mais il faut y

répondre intelligemment, appliquer un langage rationnel. Aujourd'hui, l'émotion l'emporte car face à ces images de destructions commises par les Russes, tout un chacun s'assimile aux Ukrainiens. Alors il n'y a rien de tel à l'égard par exemple des victimes au Yémen ou en Syrie

Comment devraient réagir les Européens ?

Poutine vient nourrir le discours de Biden sur la nécessité d'une alliance des démocraties contre l'axe des régimes autoritaires, incarné par l'alliance "solide comme le roc", selon la formule de Pékin, entre la Chine et la Russie. Les pays européens qui avaient résisté à l'idée de désigner la Chine comme une menace se rallient petit à petit à la conception américaine. Il est significatif que le projet stratégique de l'Otan défini au sommet de Madrid parle de la Chine comme d'un défi stratégique. C'est un piège tendu aux Européens. Le problème pour les Américains avec la Chine, ce n'est pas les droits de l'homme mais la montée en puissance de la Chine qui vient contester la suprématie américaine. Or l'Europe ne doit pas se sentir particulièrement menacée par la Chine, et il serait bon que les Européens définissent leurs propres intérêts par rapport à la Chine, qui peuvent être différents que ceux des Américains.

Il faut que l'on protège notre industrie et nos technologies, mais la domination mondiale n'est pas à notre programme. Nous n'avons pas à suivre aveuglément les Américains au nom de la défense des droits de l'homme, qui est plus un prétexte que la réalité. Je ne dis pas que les droits de l'homme ne sont pas malmenés en Chine, je dis que ce n'est pas pour eux que les États-Unis s'opposent à la Chine. Face à cette équation, la bonne solution pour les Européens est d'être alliés des Américains, mais surtout pas d'être alignés sur eux. Le problème est que la peur de la Russie et l'émotion suscitée par la guerre en Ukraine nous empêchent de réfléchir. Comment pourrait imaginer que l'armée russe qui n'arrive pas à aller à Kiev puisse un jour arriver jusqu'à Paris ? Il faut revenir à un peu plus de raison et voir où sont nos intérêts pour définir une politique de long terme, et non de court terme comme on le fait actuellement.

Comment les Chinois jugent-ils la situation ?

La guerre en Ukraine est une très mauvaise opération pour la Chine. L'augmentation des prix de l'énergie et des prix des matières premières alimentaires, qui sont les deux principaux postes d'importations de la Chine, a des conséquences fâcheuses. Pour autant, la Chine ne peut pas accepter de perdre la Russie, ce qui serait une trop grande victoire occidentale. Ils ne peuvent donc à la fois ni laisser complètement tomber la Russie, ni l'aider. Pékin ne peut que constater que le conflit ukrainien vient contrarier la tranquille marche en avant du pays pour rattraper les États-Unis, et un jour prochain les dépasser. Concernant les leçons à tirer à propos de Taïwan, la Chine observe qu'une guerre n'est pas facilement gagnable et qu'il faut donc y réfléchir à deux fois. A fortiori, il y a cent kilomètres de mer à franchir entre la Chine continentale et Taïwan, il est donc plus compliqué de conquérir une île qu'un territoire continu. Enfin, la Chine a des intérêts puissants à Taïwan, beaucoup plus que la Russie en Ukraine. Or ces intérêts peuvent faire l'objet de sanctions de la part des Occidentaux.

“

Désormais, les Européens sont persuadés que seuls les Américains peuvent les protéger contre une menace russe. C'est un triomphe pour les États-Unis, à tel point que l'on a oublié la débâcle de Kaboul”

Fondamentalement, la courbe de popularité du pouvoir à Pékin est indexée sur celle de la croissance économique. Donc une intervention à Taïwan menacerait la croissance économique chinoise, et donc la légitimité du pouvoir. Enfin, les États-Unis ont annoncé par la voix de Joe Biden qu'ils interviendraient militairement en cas d'attaque de Taïwan, à la différence de l'Ukraine. Dans ces conditions, une attaque de Taïwan n'est sans doute pas à l'agenda de Pékin.

Comment pouvez-vous justifier le primat de la défense des intérêts dans le champ géostratégique ?

Très souvent, la défense des valeurs est mise en avant pour défendre des intérêts, parce que c'est plus populaire pour légitimer son action. Force aussi est de reconnaître que ces valeurs sont mises en œuvre par ceux qui les invoquent de façon très sélective pour défendre en réalité des intérêts, un double jeu qui est visible aux yeux du reste du monde. En même temps, on défend mal ses intérêts en les traitant à trop court terme et pas sur le long terme. La realpolitik n'est pas forcément immorale, mais elle peut être parfois brouillonne et à courte vue. Ce qu'il faut, c'est définir les intérêts de long terme. Une telle démarche est légitime et ne s'oppose pas nécessairement aux valeurs. D'une façon générale, les Européens méconnaissent leurs intérêts, alors que les Américains ont une vraie politique de défense des leurs, enrobée par des valeurs et des messages de morale. Les Européens se montrent plus naïfs. Nous l'avons sans doute été à l'égard de Poutine, mais nous le sommes aussi à l'égard des États-Unis. Est-ce en faisant la leçon aux autres que l'on défend les droits de l'homme, surtout quand on met cette défense au premier plan par rapport à nos rivaux – la Chine principalement – et non par rapport à nos alliés – l'Arabie saoudite, Israël par exemple ? Ce que nous reprochons parmi les plus éclairés des pays non occidentaux, ce n'est pas de défendre des valeurs universelles, mais d'être hypocrite à leur égard et d'instrumentaliser cette défense pour faire avancer nos intérêts.